

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 3819

[2009/205360]

29 OCTOBRE 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 6 mars 2009 modifiant le chapitre II du titre III du livre II de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 20, modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu les articles L1232-2, § 1^{er}, alinéa 4, L1232-3, alinéas 3 et 5, L1232-13, alinéas 2 et 5, L1232-15, L1232-17, § 2, L1232-26, § 2, alinéa 5, L1232-28 et L1232-29;

Vu l'article 5 du décret du 6 mars 2009 modifiant le chapitre II du titre III du livre II de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation (Funérailles et sépultures);

Vu l'arrêté royal du 19 janvier 1973 relatif à l'incinération des cadavres humains, modifié par l'arrêté royal du 25 juillet 1990 réglant la dispersion en mer territoriale des cendres des corps incinérés, par l'arrêté royal du 31 août 1999 modifiant l'arrêté royal du 19 janvier 1973 relatif à l'incinération des cadavres humains et l'arrêté royal du 25 juillet 1990 réglant la dispersion en mer territoriale des cendres des corps incinérés, par l'arrêté royal du 5 septembre 2001 portant exécution de l'article 2, alinéa 4, de la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures, par l'arrêté royal du 26 novembre 2001 portant exécution de l'article 12, alinéas 2 et 4, de la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures et par l'arrêté royal du 30 décembre 2001 portant exécution de l'article 24, alinéa 6, de la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures et modifiant l'arrêté royal du 19 janvier 1973 relatif à l'incinération des cadavres humains;

Vu l'arrêté royal du 2 août 1990 réglant l'enregistrement par les communes des dernières volontés quant au mode de sépulture, modifié par l'arrêté royal du 28 janvier 2000 modifiant l'arrêté royal du 2 août 1990 réglant l'enregistrement par les communes des dernières volontés quant au mode de sépulture et par l'arrêté royal du 24 août 2001 modifiant l'arrêté royal du 2 août 1990 réglant l'enregistrement par les communes des dernières volontés quant au mode de sépulture;

Vu l'arrêté royal du 5 septembre 2001 portant exécution de l'article 2, alinéa 4, de la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures;

Vu l'arrêté royal du 26 novembre 2001 portant exécution de l'article 12, alinéas 2 et 4, de la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures;

Vu l'arrêté royal du 30 décembre 2001 portant exécution de l'article 24, alinéa 6, de la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures et modifiant l'arrêté royal du 19 janvier 1973 relatif à l'incinération des cadavres humains;

Vu l'arrêté royal du 16 juillet 1992 déterminant les informations mentionnées dans les registres de la population et dans le registre des étrangers tel que modifié notamment par l'arrêté royal du 19 avril 2006 modifiant l'arrêté royal du 16 juillet 1992 déterminant les informations mentionnées dans les registres de la population et dans le registre des étrangers;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne du 30 avril 2009;

Vu l'avis 47.212/4 du Conseil d'Etat, donné le 14 octobre 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre des Pouvoirs locaux, du Ministre de l'Environnement et du Ministre du Patrimoine;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Registre des cimetières*

Article 1^{er}. Le registre prend la forme d'une application informatique ou d'un registre papier.

S'il prend la forme d'un registre papier, le registre sera relié et chaque page numérotée.

Art. 2. Le Collège communal ou l'organe compétent de l'intercommunale ou de la régie communale autonome peut désigner le service chargé de la tenue du registre; celui-ci agit sous la responsabilité du gestionnaire public.

Si le gestionnaire public gère plusieurs cimetières, il choisit de tenir un registre par cimetière ou de gérer l'ensemble de ses cimetières dans la même application papier ou informatique.

Le registre est lié à la cartographie du cimetière.

La personne qui veut localiser la tombe d'un défunt s'adresse au service chargé de la tenue du registre.

Art. 3. § 1^{er}. Le registre contient les informations suivantes :

- le nom du cimetière;

- la date de création du cimetière et de ses extensions;

et, le cas échéant :

- la date de cessation des inhumations et dispersions de cendres dans le cimetière;

- la date de fermeture du cimetière et le délai de reprise des signes indicatifs de sépulture.

§ 2. En outre, il contient :

- * pour chaque sépulture ou cellule de columbarium :
 - le numéro de la parcelle, rangée, sépulture ou cellule de columbarium;
 - l'indication de la nature concédée ou non concédée de la sépulture ou cellule de columbarium;
 - l'identité de la ou des dépouilles mortelles et l'indication qu'un embaumement a été pratiqué; l'identification apparaît sur le couvercle du cercueil;
 - l'identité du défunt et l'indication du numéro d'ordre de la crémation inscrit sur l'urne inhumée ou placée en cellule de columbarium;
 - la date d'inhumation de chaque cercueil et urne;
 - la date d'exhumation de chaque cercueil et urne de la sépulture et sa nouvelle destination;
 - la date du transfert des restes mortels et des cendres vers l'ossuaire communal ou la date à laquelle les restes mortels sont incinérés et les cendres dispersées;
 - la date du transfert de la sépulture vers un nouveau cimetière et l'indication de son nouvel emplacement;
 - la reconnaissance ou non au titre de sépulture d'importance historique locale;
- * pour chaque parcelle de dispersion : l'identité des défunts dont les cendres ont été dispersées ainsi que la date de dispersion.
- * pour chaque sépulture concédée :
 - la date de début de la concession, sa durée, son terme et ses éventuels renouvellements, durée et terme;
 - le nombre de places ouvertes pour l'inhumation de cercueil ou urne;
 - la liste des bénéficiaires de la concession et ses modifications;
 - la date du rassemblement dans un même cercueil des restes des dépouilles et des cendres ainsi que la transcription de l'autorisation du bourgmestre relative à cette opération;
 - la date de l'acte annonçant le terme de la concession;
 - le délai de reprise des signes indicatifs de sépulture;
- * pour chaque sépulture non concédée ayant fait l'objet d'une décision d'enlèvement :
 - la date de la décision d'enlèvement de la sépulture;
 - la date de l'affichage de la décision d'enlèvement;
 - le délai de reprise des signes indicatifs de sépulture;
- * pour chaque sépulture ayant fait l'objet d'un constat d'abandon :
 - la date de l'acte constatant l'état d'abandon;
 - la date de l'affichage de l'acte constatant l'état d'abandon;
 - le terme de l'affichage.

CHAPITRE II. — Création et extension d'un établissement crématoire et création, extension ou réaffectation d'un cimetière traditionnel ou cinéraire

Art. 4. Le lieu d'implantation de l'établissement doit se situer dans un endroit permettant de garantir la dignité des familles et des défunts.

Art. 5. Toute création ou extension d'un établissement crématoire est assortie d'un plan financier pluriannuel à trois ans, établissant le coût des investissements, tant mobiliers qu'immobiliers, les charges d'exploitation ainsi que les mécanismes de financement.

Art. 6. L'établissement crématoire comprend une partie publique, réservée à l'accueil des proches et connaissances, distincte de la partie technique.

La partie publique de l'établissement crématoire permet l'accueil, l'attente des proches, le déroulement d'une cérémonie en rapport avec les convictions du défunt et la remise de l'urne cinéraire dans des conditions dignes et décentes. Elle peut comprendre une salle de présentation visuelle de l'introduction du cercueil dans le four de crémation.

Art. 7. § 1^{er}. La décision du gouverneur de province visée à l'article L1232-3, alinéa 3, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation s'appuie sur l'avis du fonctionnaire délégué de la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie, l'avis conforme de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, l'avis du Département du Patrimoine de la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie et l'avis de la Direction de la Santé environnementale de la Direction générale opérationnelle Pouvoirs locaux, Action sociale et Santé.

§ 2. Le gestionnaire public adresse, en cinq exemplaires, son projet de création ou d'extension d'un établissement crématoire, accompagné du plan financier visé à l'article 5 et/ou de création, extension ou réaffectation d'un cimetière traditionnel ou cinéraire, par envoi recommandé avec accusé de réception, au gouverneur.

Le gouverneur compétent est celui du lieu d'implantation de l'établissement crématoire ou de création, extension ou réaffectation du cimetière.

La demande du gestionnaire public est accompagnée du dossier visé à l'article L1232-3, alinéas 1^{er} et/ou 2, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

§ 3. Le gouverneur rend sa décision dans les nonante jours. Le délai commence à courir le jour de l'accusé de réception. Le jour de l'échéance est compté dans le délai. Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié, le jour de l'échéance est reporté au jour ouvrable suivant.

Au plus tard quatorze jours après la réception du dossier, le gouverneur transmet par courrier recommandé l'ensemble des pièces, pour avis, aux organes visés au § 1^{er}. Ceux-ci disposent d'un délai de quarante-cinq jours à dater de l'envoi pour transmettre, par courrier recommandé, leur avis au gouverneur. Passé ce délai, l'avis est réputé favorable.

Art. 8. § 1^{er}. L'avis du fonctionnaire délégué de la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie porte sur la compatibilité du projet du gestionnaire public avec l'aménagement du territoire.

§ 2. L'avis de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement porte sur l'aspect environnemental global du projet du gestionnaire public et en vérifie, notamment, la compatibilité avec les zones de prévention des captages d'eau souterraine.

En outre, lorsqu'il porte sur la création ou l'extension d'un cimetière, l'avis :

- vérifie la nécessité d'installer un système d'évacuation des eaux de ruissellement et la conformité du système proposé;
- détermine le nombre et la position des sondages devant être réalisés en vue de vérifier la situation de la nappe;
- vérifie si celui-ci se trouve dans un terrain potentiellement pollué en référence au décret relatif à la gestion des sols.

§ 3. L'avis du Département du Patrimoine de la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie porte, en cas de création ou d'extension d'un cimetière, sur :

- la qualité patrimoniale et d'intégration paysagère du projet;
- l'aménagement interne, en ce compris les clôtures périphériques du cimetière, les structures mémorielles et cinéraires au regard des obligations inscrites aux articles L1232-2 à L1232-29 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
- les voies de circulation internes au cimetière;
- les structures de services à la population.

Lorsqu'il porte sur la réaffectation d'un ancien cimetière, il vérifie, outre les points inscrits à l'alinéa précédent, la sauvegarde, la conservation et la mise en valeur du patrimoine funéraire existant.

§ 4. L'avis de la Direction de la Santé environnementale de la Direction générale opérationnelle Pouvoirs locaux, Action sociale et Santé indique, en cas de réaffectation d'un ancien cimetière, le délai endéans lequel des travaux de fouille ou de fondation ne sont pas autorisés.

§ 5. Avant d'arrêter sa décision, le gouverneur de province peut solliciter toutes explications ou informations complémentaires des organes qui ont rendu un avis et provoquer toute réunion qu'il jugerait utile avec le gestionnaire public.

Art. 9. Tout nouveau cimetière ou toute extension d'un cimetière existant ne peut se situer au droit d'une nappe phréatique qui monte à moins de trois mètres du niveau de la surface du sol en période de hautes eaux.

Art. 10. Les nouveaux caveaux placés dans la(es) parcelle(s) concédée(s) du cimetière permettent l'entrée et la sortie de l'air dans la sépulture.

L'air est évacué du caveau selon une méthode permettant d'éviter toute nuisance dans l'environnement.

Art. 11. Un système d'évacuation des eaux de ruissellement est installé dans tout nouveau cimetière ou extension de cimetière afin d'éviter toute stagnation d'eau dans l'enceinte d'inhumation du cercueil ou de l'urne.

Art. 12. La profondeur d'inhumation d'un cercueil ou d'une urne en pleine terre ou dans un caveau se calcule à partir du plancher du cercueil ou de la base de l'urne.

Art. 13. Le gestionnaire public place à l'entrée de la parcelle réservée à la dispersion des cendres une stèle mémorielle sur laquelle sont inscrits, à la demande du défunt ou de la personne qualifiée pour pourvoir aux funérailles et à ses frais, les nom et prénom du défunt ainsi que la date du décès; le tout, sauf volonté contraire du défunt ou opposition de ses proches.

Le gestionnaire public place sur chaque ossuaire une stèle mémorielle sur laquelle sont inscrits les noms des défunts.

Conformément à l'article L1232-27 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le gestionnaire public règle la dimension et la nature des matériaux utilisés.

Art. 14. Le columbarium ne peut être constitué que de cellules fermées occultant leur contenu.

CHAPITRE III. — *Mise en bière et transport des dépouilles mortelles*

Section 1^{re}. — Embaument préalable à la mise en bière

Art. 15. Sauf opposition des autorités judiciaires, le bourgmestre peut autoriser dans des circonstances exceptionnelles et notamment suite à des catastrophes ou en cas de transport international de dépouilles et de l'avis conforme de la Direction de la Santé environnementale de la Direction générale opérationnelle Pouvoirs locaux, Action sociale et Santé, l'embaumement préalable à la mise en bière.

Le liquide d'embaumement est composé de manière telle qu'il contient la dose minimale de substances toxiques nécessaires à la conservation du corps.

Section 2. — Transport des dépouilles mortelles

Art. 16. En l'absence de choix arrêté par le défunt, la personne qualifiée pour pourvoir aux funérailles choisit librement l'entrepreneur de pompes funèbres qui assure le transport de la dépouille non incinérée du défunt depuis son lieu de prise en charge.

Section 3. — Conditions auxquelles un cercueil doit répondre pour l'inhumation

Art. 17. Seuls les cercueils fabriqués en bois massif ou en d'autres matériaux n'empêchant pas la décomposition naturelle et normale de la dépouille peuvent être utilisés. L'usage de cercueils en carton est interdit.

Les colles, vernis, matériaux de colmatage et autres enduits ne peuvent empêcher la décomposition naturelle et normale de la dépouille.

Les matériaux synthétiques ou les métaux utilisés pour les poignées, les ornements et les éléments de raccord tels que clous, vis, agrafes, pinces et couvre-joints en métal sont autorisés.

Les garnitures intérieures des cercueils, tels que draps de parure, matelas, couvertures, coussins, peuvent uniquement se composer de produits naturels biodégradables. L'intérieur des coussins et des matelas est composé de produits naturels biodégradables.

Les conditions auxquelles le cercueil doit satisfaire et qui sont prévues par cet article ne sont pas applicables aux cercueils utilisés pour le transport international des dépouilles. Le cercueil qui sera inhumé répondra aux exigences définies aux alinéas précédents.

Art. 18. Les housses destinées à contenir les dépouilles sont fabriquées exclusivement dans des matériaux ou tissus naturels et biodégradables.

*CHAPITRE IV. — Exploitation d'un établissement crématoire**Section 1^{re}. — Formalités administratives*

Art. 19. Le gestionnaire public est seul compétent pour arrêter et organiser :

- les modalités de réservation et l'établissement du calendrier de crémation;
- l'accueil et la prise en charge des familles;
- la fixation des tarifs, y compris les éventuelles pénalités en cas de non respect des horaires établis;
- l'établissement de la facture;
- la publicité au sein de la partie publique de l'établissement;
- la remise des cendres.

Art. 20. La réservation est effective par la communication du nom, des prénoms, du numéro de registre national et du lieu de décès du défunt.

Les réservations se font dans l'ordre des demandes.

Le prix réclamé est un prix à forfait.

Art. 21. Chaque établissement crématoire tient un registre reprenant pour chaque crémation les nom, prénoms, sexe, domicile du défunt, lieu et date de naissance, lieu et date de l'octroi de l'autorisation de crémation, date de réservation, date et heure d'arrivée de la dépouille mortelle dans l'établissement crématoire, numéro d'ordre de la crémation, numéro du four, heure de début et de fin de la crémation, date et heure auxquelles l'urne cinéraire a quitté l'établissement crématoire et destination des cendres.

L'établissement crématoire enregistre uniquement le nom de la commune d'où proviennent les restes mortels découverts dans l'enceinte d'un cimetière.

Art. 22. L'établissement crématoire mentionne la date de la crémation sur l'autorisation de crémation dont question à l'article L1232-22 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Section 2. — Personnel de l'établissement crématoire

Art. 23. Le personnel possède les qualifications professionnelles nécessaires pour que la crémation ait lieu dans le respect du défunt, de sa famille et de ses connaissances.

Le personnel en contact avec le public ne peut arborer aucun signe distinctif relatif à ses convictions ni aucune indication commerciale.

Section 3. — La crémation

Art. 24. La crémation se déroule dans le respect du défunt et de ses proches. Pendant la crémation, il ne peut y avoir qu'une seule dépouille mortelle dans chaque chambre de crémation. Toute forme de mélange des cendres est interdite.

Art. 25. L'employé des pompes funèbres et deux proches du défunt peuvent assister à l'introduction du cercueil dans la chambre de crémation.

Art. 26. Un objet ininflammable reprenant le numéro d'ordre de la crémation et le nom de la commune où se situe l'établissement crématoire est introduit dans le four simultanément avec le cercueil.

CHAPITRE V. — Fixation du mode de sépulture, de la destination des cendres après la crémation, du rite confessionnel ou non confessionnel pour les obsèques ainsi que de la mention de l'existence d'un contrat obsèques pouvant figurer dans l'acte de dernières volontés

Art. 27. Le déclarant indique dans l'écrit visé à l'article L1232-17, § 2, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, daté, signé et remis, contre récépissé, à l'officier de l'Etat civil de sa commune ses nom, prénoms, lieu et date de naissance, et son adresse.

Il remet en personne l'acte de dernières volontés ou peut mandater, dans un écrit daté et signé de sa main, un tiers à l'effet de remettre en son nom ledit acte.

Le déclarant peut, en tout temps, retirer ou modifier sa déclaration.

Si le déclarant se domicilie dans une autre commune que celle où il a déposé son acte de dernières volontés, le service de l'Etat civil de la commune qui dispose de l'acte de dernières volontés du déclarant le transmet à la nouvelle commune de domicile du déclarant.

Art. 28. § 1^{er}. Le déclarant peut reprendre dans l'acte de dernières volontés, de manière claire et explicite, l'une des options suivantes :

- 1° inhumation des restes mortels;
- 2° crémation, suivie de l'inhumation des cendres dans l'enceinte du cimetière;
- 3° crémation, suivie de la dispersion des cendres sur la parcelle du cimetière réservée à cet effet;
- 4° crémation, suivie du placement des cendres dans le columbarium du cimetière;
- 5° crémation, suivie de la dispersion des cendres en mer territoriale belge;
- 6° crémation, suivie de la dispersion des cendres à un endroit autre que le cimetière ou que la mer territoriale;
- 7° crémation, suivie de l'inhumation des cendres dans un endroit autre que le cimetière;
- 8° crémation, suivie de la conservation des cendres à un endroit autre que le cimetière.

§ 2. Il mentionne également le contrat obsèques qu'il a souscrit et indique le numéro du contrat, sa date de souscription et l'identité de la société avec laquelle le contrat a été conclu.

Art. 29. Lorsque le déclarant choisit une des options visées à l'article 28, § 1^{er}, 2°, 3° ou 4°, du présent arrêté, il précise si l'inhumation, la dispersion des cendres ou leur placement dans le columbarium a lieu dans le cimetière traditionnel ou le cimetière cinéraire.

CHAPITRE VI. — *Conditionnement et remise des cendres*

Art. 30. Les urnes cinéraires mentionnent les nom et prénom du défunt, la date du décès, le nom de la commune où est situé l'établissement crématoire et le numéro d'ordre de la crémation.

L'établissement crématoire fournit une urne cinéraire gratuite. Toutefois, à la demande des proches, les cendres peuvent être directement introduites dans une urne mise à disposition par eux.

Le recueil des cendres dans l'urne et leur remise à la personne qualifiée pour pourvoir aux funérailles ou au service de pompes funèbres se fait immédiatement après la crémation. Le bourgmestre de la commune dans laquelle se situe l'établissement crématoire peut, par voie d'arrêté de police, en cas de force majeure, différer la remise des cendres.

Art. 31. Les cendres destinées à être inhumées dans un cimetière communal ou intercommunal, traditionnel ou cinéraire ou dans un endroit autre que le cimetière ainsi que celles destinées à être placées dans une cellule de columbarium ou conservées dans un endroit autre que le cimetière sont déposées avec la pièce réfractaire visée à l'article 26 dans une urne scellée reprenant les inscriptions prévues à l'article 30.

Art. 32. Les cendres destinées à être dispersées dans le cimetière attenant à l'établissement crématoire sont introduites directement dans une urne de dispersion laquelle ne doit ni contenir la pièce réfractaire visée l'article 26 ni reprendre les mentions de l'article 30.

Si la dispersion doit être différée pour des motifs exceptionnels, les cendres sont conservées à l'établissement crématoire dans un récipient fermé avec la pièce réfractaire. Ce récipient reprend les inscriptions prévues à l'article 30. Seul un membre du personnel de l'établissement crématoire peut ouvrir le récipient et introduire les cendres dans l'urne de dispersion.

Art. 33. § 1^{er}. Les cendres destinées à être dispersées à un endroit autre que le cimetière ou que la mer territoriale contiguë au territoire de la Belgique ou destinées à être dispersées sur la parcelle d'un cimetière autre que celui attenant à l'établissement crématoire sont déposées avec la pièce réfractaire visée à l'article 26 dans une urne scellée reprenant les inscriptions prévues à l'article 30.

§ 2. La dispersion sur la parcelle du cimetière s'effectue au moyen d'un appareil conçu pour ce faire, en présence du préposé.

§ 3. Seul le fonctionnaire communal compétent ou la personne qualifiée pour pourvoir aux funérailles est autorisé à casser le sceau préalablement à la dispersion.

Art. 34. Les cendres qui ne sont pas reprises immédiatement après la crémation, en dehors de l'hypothèse de l'article 30, alinéa 3, du présent arrêté, sont conservées à l'établissement crématoire avec la pièce réfractaire visée à l'article 26 dans une urne scellée reprenant les inscriptions prévues à l'article 30.

Si dans les trois jours de la crémation, les cendres n'ont pas été retirées par la personne qualifiée pour pourvoir aux funérailles ou le service de pompes funèbres qu'elle a désigné, l'établissement crématoire lui adresse un envoi recommandé l'informant que l'urne contenant les cendres peut être retirée aux jours et heures renseignés.

Si, trois mois après l'envoi du recommandé, l'urne cinéraire n'a pas été retirée, les cendres sont dispersées dans le cimetière attenant à l'établissement crématoire par un membre de son personnel.

CHAPITRE VII. — *Conditions auxquelles répondent la conservation,*

l'inhumation ou la dispersion des cendres visées à l'article L1232-26, § 2, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation

Art. 35. L'écrit mentionné à l'article L1232-26, § 2, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation s'entend soit de l'acte de dernières volontés visé à l'article L1232-17, § 2, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, soit d'un testament, soit d'un acte satisfaisant aux conditions de capacité et de forme des actes testamentaires.

L'autorisation préalable du propriétaire du terrain visée à l'article L1232-26, § 2, alinéa 2, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation est établie en deux exemplaires. L'un est conservé par le propriétaire du terrain, l'autre par la personne qui se voit confier l'urne contenant les cendres en vue de leur inhumation ou dispersion.

Art. 36. Si, postérieurement à l'inhumation de l'urne contenant les cendres du défunt ou son placement dans un columbarium dans le cimetière, il est retrouvé un écrit, répondant au prescrit de l'article 36, alinéa 1^{er}, du présent arrêté, dans lequel le défunt exprime le souhait que ses cendres reçoivent une autre destination, ce souhait doit être respecté et, le cas échéant, l'autorisation préalable du propriétaire du terrain visée à l'article L1232-26, § 2, alinéa 2, est requise.

L'exhumation de l'urne ou son retrait du columbarium du cimetière en vue de lui donner une autre destination requiert l'autorisation du bourgmestre où se trouve le cimetière dans lequel l'urne a été inhumée ou placée en columbarium. Dans cette hypothèse, le bourgmestre doit délivrer l'autorisation d'exhumation.

Lorsqu'au moment du décès, le défunt était mineur d'âge ou placé sous tutelle, l'autorisation d'exhumation est sollicitée par les parents ou le tuteur.

Art. 37. Lorsque les cendres du défunt reçoivent une des destinations visées à l'article L1232-26, § 2, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, l'autorisation de crémation indique les nom, prénoms et adresse de la personne qui se voit confier les cendres ainsi que le lieu exact où les cendres du défunt seront dispersées, inhumées ou conservées.

Ces informations figurent également sur le permis de transport du corps à l'établissement crématoire et des cendres au lieu où elles sont appelées à recevoir la destination choisie. La personne qualifiée pour pourvoir aux funérailles décide, s'il échet, du mode de transport de l'urne cinéraire en veillant à ce qu'il se fasse avec décence. Le transport est couvert par le permis de transport susmentionné.

L'officier de l'Etat civil de la commune du lieu de destination des cendres consigne les informations visées à l'alinéa premier dans le registre à ce destiné.

Art. 38. Le dépositaire de l'urne contenant les cendres du défunt procède lui-même à leur dispersion ou inhumation dans un endroit autre que le cimetière ou y fait procéder par un entrepreneur de pompes funèbres.

La dispersion des cendres se fait de manière digne et décente. Les urnes sont inhumées à au moins huit décimètres de profondeur.

Art. 39. Lorsqu'il est mis fin à la conservation des cendres du défunt à un endroit autre que le cimetière, le dépositaire de l'urne en fait la déclaration à l'officier de l'Etat civil de la commune où l'urne était conservée.

L'officier de l'Etat civil acte cette déclaration dans le registre visé à l'article 37, alinéa 3, du présent arrêté et en délivre récépissé.

Le dépositaire transfère l'urne dans un cimetière pour que les cendres du défunt y soient dispersées, inhumées ou placées dans un columbarium.

Art. 40. La dispersion ou l'inhumation des cendres du défunt sur ou dans un terrain qui n'est pas sa propriété ne donne en aucun cas lieu au paiement d'une quelconque indemnité au propriétaire du terrain.

CHAPITRE VIII. — *Les sépultures d'importance historique locale*

Art. 41. Toute sépulture qui peut être considérée comme un élément du patrimoine local funéraire est reconnue sépulture d'importance historique locale. Il peut s'agir d'une sépulture à valeur patrimoniale qui se justifie par son intérêt historique, artistique, social, technique ou paysager.

Art. 42. Dans les quatre ans de l'entrée en vigueur du présent arrêté, le collège communal ou l'organe compétent de la régie communale autonome ou de l'intercommunale chargé d'établir la liste des sépultures d'importance historique locale remplit le formulaire joint en annexe I^{er} du présent arrêté, pour chaque sépulture estimée telle au regard des critères de reconnaissance définis dans l'annexe II.

Il la soumet pour avis au Département du Patrimoine qui en accuse réception. Une concertation peut s'ouvrir à son initiative ou celle du Département.

Art. 43. En l'absence de liste dressée dans le délai inscrit à l'article 42 du présent arrêté, le Département peut dresser d'autorité la liste des sépultures d'importance historique locale. Il la transmet par recommandé au collège communal ou à l'organe compétent de la régie communale autonome ou de l'intercommunale. Ceux-ci en informent, sans délai, leurs autres instances.

Art. 44. Pour les sépultures érigées avant 1945 auxquelles il est mis fin et pour lesquelles les signes indicatifs de sépultures n'ont pas été repris à l'issue du délai d'affichage, le gestionnaire public qui souhaite enlever ou déplacer ces signes indicatifs doit obtenir l'autorisation du Département du Patrimoine de la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie.

Le gestionnaire public sollicite cette autorisation en adressant, trois mois avant l'expiration du délai au Département du Patrimoine, le formulaire dûment complété joint en annexe I^{er} du présent arrêté.

Art. 45. Le Département est chargé de vérifier la bonne conservation et le bon entretien des sépultures d'importance historique locale. Tout manquement fait l'objet d'un rapport du Département à son autorité de tutelle.

CHAPITRE IX. — *Dispositions abrogatoires et finales*

Art. 46. Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 19 janvier 1973 relatif à l'incinération des cadavres humains, modifié par l'arrêté royal du 25 juillet 1990 réglant la dispersion en mer territoriale des cendres des corps incinérés, par l'arrêté royal du 31 août 1999 modifiant l'arrêté royal du 19 janvier 1973 relatif à l'incinération des cadavres humains et l'arrêté royal du 25 juillet 1990 réglant la dispersion en mer territoriale des cendres des corps incinérés, par l'arrêté royal du 5 septembre 2001 portant exécution de l'article 2, alinéa 4, de la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures, par l'arrêté royal du 26 novembre 2001 portant exécution de l'article 12, alinéas 2 et 4, de la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures et par l'arrêté royal du 30 décembre 2001 portant exécution de l'article 24, alinéa 6, de la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures et modifiant l'arrêté royal du 19 janvier 1973 relatif à l'incinération des cadavres humains, à l'exception de l'article 8, alinéa 7;

2° l'arrêté royal du 2 août 1990 réglant l'enregistrement par les communes des dernières volontés quant au mode de sépulture, modifié par l'arrêté royal du 28 janvier 2000 modifiant l'arrêté royal du 2 août 1990 réglant l'enregistrement par les communes des dernières volontés quant au mode de sépulture et par l'arrêté royal du 24 août 2001 modifiant l'arrêté royal du 2 août 1990 réglant l'enregistrement par les communes des dernières volontés quant au mode de sépulture;

3° l'arrêté royal du 5 septembre 2001 portant exécution de l'article 2, alinéa 4, de la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures;

4° l'arrêté royal du 26 novembre 2001 portant exécution de l'article 12, alinéas 2 et 4, de la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures;

5° l'arrêté royal du 30 décembre 2001 portant exécution de l'article 24, alinéa 6, de la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures et modifiant l'arrêté royal du 19 janvier 1973 relatif à l'incinération des cadavres humains.

Art. 47. Le décret du 6 mars 2009 modifiant le chapitre II du titre III du livre II de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation (Funérailles et sépultures) et le présent arrêté entrent en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 48. Le Ministre des Pouvoirs locaux, le Ministre de l'Environnement et le Ministre du Patrimoine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 29 octobre 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P. FURLAN

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
B. LUTGEN

Annexe I^{re}

Formulaire de renseignements

Date :	
Gestionnaire public :	
Adresse :	
Personne de contact (nom + tél./courriel) :	
Le délai laissé pour reprendre les signes indicatifs de sépulture expire le	
3. Description du monument :	
a. Type : Dalle <input type="checkbox"/> Croix <input type="checkbox"/> Stèle <input type="checkbox"/> Chapelle <input type="checkbox"/> Mausolée <input type="checkbox"/> Calvaire communal <input type="checkbox"/> Morgue <input type="checkbox"/> autre :	
b. Sépulture avant 1945 <input type="checkbox"/> OU Liste <input type="checkbox"/>	
c. Situation dans le cimetière/parcelle :	
d. matériaux :	Petit-granit (pierre bleue) <input type="checkbox"/> Marbre <input type="checkbox"/> Ciment/béton <input type="checkbox"/> Fonte <input type="checkbox"/> Plastique <input type="checkbox"/> Bois <input type="checkbox"/> autre :
Nom Famille :	
4. Epitaphes et devises :	
5. Signature(s) (architecte/entrepreneur/tailleur/carrier) :	
6. Intérêt : historique <input type="checkbox"/> artistique <input type="checkbox"/> social <input type="checkbox"/> technique <input type="checkbox"/> paysager <input type="checkbox"/> autre :	

Remarques :

- Cette fiche rassemble les informations "idéales" mais elle sera diversement remplie selon les monuments. Elle présente avant tout un "outil de terrain" structurant l'approche des sépultures et doit être accompagnée de 2 ou 3 photographies (vue en pied et détails).

- Un plan du site avec localisation du (des) monument(s) doit accompagner les fiches.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2009 portant exécution du décret du 6 mars 2009 modifiant le chapitre II du titre III du livre II de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Namur, le 29 octobre 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P. FURLAN

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
B. LUTGEN

Annexe II

Critères de sélection des sépultures d'importance historique locale

Sont considérées comme sépultures d'importance locale au sens de l'article L1232-29 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les sépultures répondant à l'un des critères suivants :

- intérêt historique : relatif aux monuments de tout individu ou famille ayant joué un rôle dans le développement de l'identité culturelle, artistique ou économique de la localité ou du pays;
- intérêt artistique : relatif aux monuments de tous types présentant une qualité architecturale (chapelle, mausolée, statuaire, monuments signés,...);
- intérêt paysager : relatif aux monuments créant l'identité visuelle du cimetière (carrefours, allées principales et périphériques) ou ayant une fonction technique dans l'aménagement du terrain sur lequel est implanté le site funéraire (pente, terrasse,...);
- intérêt technique : relatif aux monuments dont la réalisation a mis en œuvre des matériaux inhabituels ou des techniques particulières de mise en œuvre de matériaux traditionnels;
- intérêt social : relatif aux sépultures des personnages ayant eu des activités, des professions ou des fonctions constitutives de la société de la localité (élus locaux, instituteurs, accoucheuses, prêtres, bienfaiteurs, mineurs, soldats, victimes de guerre, communautés religieuses ou culturelles, représentants du folklore,...).

Définitions typologiques

Mausolée : terme générique s'appliquant à l'ensemble des monuments exceptionnels par leur taille et leur échelle au sein d'une nécropole.

Chapelle funéraire : la chapelle funéraire est, dans les cimetières, un édifice doté d'un autel, mobilier immeuble propre à sa symbolique culturelle. Il va de soi qu'une frange de monuments plus modestes répondra à cette appellation, par assimilation (c'est, par exemple, le cas des serres ou des maquettes).

Calvaire communal : crucifix situé dans l'axe du cimetière. Il recevra un traitement plus ou moins imposant, allant de la croix surplombant l'aire sépulcrale à un édifice plus complexe protégeant cette croix.

Morgue : édifice communal dans lequel étaient pratiquées les autopsies suite aux exhumations.

Stèle : la stèle est une pierre dressée, souvent intégrée à un encadrement ouvragé, sur laquelle est inscrite une épitaphe. Dans la majorité des concessions, les stèles sont associées aux dalles. Elles pourront être subdivisées selon trois modes de variations ou catégories formelles :

- "horizontale" : se développant dans la largeur et pouvant conduire à un traitement en retable;

- "verticale" : se développant dans la hauteur;

- "volumétrique" : aspect d'un socle ou d'un piédestal surmonté d'une croix, d'une urne ou d'un autre élément tel une cella miniature, un lanterne des morts, un dais pour une statue,....

Dalle : épitaphe horizontale plus ou moins surélevée du sol. La lame est, quant à elle, intégrée à un traitement de sol (intérieur d'églises).

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2009 portant exécution du décret du 6 mars 2009 modifiant le chapitre II du titre III du livre II de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Namur, le 29 octobre 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P. FURLAN

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
B. LUTGEN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 3819

[2009/205360]

29 OKTOBER 2009. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 6 maart 2009 tot wijziging van hoofdstuk II van titel III van boek II van deel I van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 20, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale Staatsstructuur;

Gelet op de artikelen L1232-2, § 1, vierde lid, L1232-3, derde en vijfde lid, L1232-13, tweede en vijfde lid, L1232-15, L1232-17, § 2, L1232-26, § 2, vijfde lid, L1232-28 en L1232-29;

Gelet op artikel 5 van het decreet van 6 maart 2009 tot wijziging van hoofdstuk II van titel III van boek II van deel I van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie (Begraafplaatsen en lijkbezorging);

Gelet op het koninklijk besluit van 19 januari 1973 betreffende de lijkverbranding, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 juli 1990 tot regeling van de uitstrooiing van de as van de verbrande lijken in de territoriale zee, bij het koninklijk besluit van 31 augustus 1999 tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 januari 1973 betreffende de lijkverbranding en van het koninklijk besluit van 25 juli 1990 tot regeling van de uitstrooiing van de as van de verbrande lijken in de territoriale zee, bij het koninklijk besluit van 5 september 2001 houdende uitvoering van artikel 2, vierde lid, van de wet van 20 juli 1971 op de begraafplaatsen en de lijkbezorging, bij het koninklijk besluit van 26 november 2001 houdende uitvoering van artikel 12, tweede en vierde lid, van de wet van 20 juli 1971 op de begraafplaatsen en de lijkbezorging en bij het koninklijk besluit van 30 december 2001 tot uitvoering van artikel 24, zesde lid, van de wet van 20 juli 1971 op de begraafplaatsen en de lijkbezorging, en tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 januari 1973 betreffende de lijkverbranding;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 tot regeling van de inschrijving door de gemeenten van de laatste wilsbeschikking inzake de wijze van teraardebestelling, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 28 januari 2000 tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 tot inschrijving door de gemeenten van de laatste wilsbeschikking inzake de wijze van teraardebestelling en bij het koninklijk besluit van 24 augustus 2001 tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 tot inschrijving door de gemeenten van de laatste wilsbeschikking inzake de wijze van teraardebestelling;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 september 2001 houdende uitvoering van artikel 2, vierde lid, van de wet van 20 juli 1971 op de begraafplaatsen en de lijkbezorging;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 november 2001 houdende uitvoering van artikel 12, tweede en vierde lid, van de wet van 20 juli 1971 op de begraafplaatsen en de lijkbezorging;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 december 2001 tot uitvoering van artikel 24, zesde lid, van de wet van 20 juli 1971 op de begraafplaatsen en de lijkbezorging, en tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 januari 1973 betreffende de lijkverbranding;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 juli 1992 tot vaststelling van de informatie die opgenomen wordt in de bevolkingsregisters en in het vreemdelingenregister, zoals meer bepaald gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 april 2006 tot wijziging van het koninklijk besluit van 16 juli 1992 tot vaststelling van de informatie die opgenomen wordt in de bevolkingsregisters en in het vreemdelingenregister;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest) van 30 april 2009;

Gelet op het advies nr. 47.212/4 van de Raad van State, gegeven op 14 oktober 2009, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van de Plaatselijke Besturen, van de Minister van Leefmilieu en de Minister van Patrimonium;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Register van de begraafplaatsen

Artikel. 1. Het register wordt elektronisch of op papier aangelegd.

Het register op papier wordt verbonden en per bladzijde genummerd.

Art. 2. Het gemeentecollege of het bevoegde orgaan van de intercommunale of van het autonome gemeentebedrijf kan de dienst aanwijzen die belast is met het bijhouden van het register; deze dienst handelt onder de verantwoordelijkheid van de openbare beheerder.

Als de openbare beheerder meerdere begraafplaatsen beheert, moet hij ervoor kiezen om een register per begraafplaats bij te houden of om het geheel van de begraafplaatsen in dezelfde papieren of elektronische toepassing te beheren.

Het register wordt met de cartografie van de begraafplaats verbonden.

De persoon die het graf van een overledene wilt lokaliseren, richt zich tot de dienst die belast is met het bijhouden van het register.

Art. 3. § 1. Het register bevat de volgende informatie :

- de naam van de begraafplaats;

- de datum van de oprichting en van de uitbreiding van de begraafplaats;

en, in voorkomend geval :

- de datum waarop niet meer wordt begraven of uitgestrooid op de begraafplaats;

- de sluitingsdatum van de begraafplaats en de overnametermijn van de graftekens.

§ 2. Bovendien bevat het :

- * voor elk graf of elke columbariumcel :
 - het nummer van het perceel, van de rij, van het graf of van de columbariumcel;
 - de vermelding van de geconcedeerde of niet-geconcedeerde aard van het graf of van de columbariumcel;
 - de identiteit van het of de lijk(en) en de vermelding dat een balseming werd uitgevoerd; de identificatie wordt op het deksel van de kist vermeld;
 - de identiteit van de overledene en de vermelding van het volgnummer van de crematie geschreven op de urn die begraven is of die in een columbariumcel geplaatst is;
 - de begravingsdatum van elke doodskist en urn;
 - de opgravingsdatum van elke kist en urn uit het graf en de nieuwe bestemming ervan;
 - de datum van de overbrenging van het stoffelijk overschot en de as naar het gemeentelijk doodsbeenderhuisje of de datum waarop het stoffelijk overschot wordt gecremeerd en de as wordt uitgestrooid;
 - de datum van de overbrenging van het graf naar een nieuwe begraafplaats en de vermelding van de nieuwe plaats van het graf;
 - de erkenning of niet als graf met een plaatselijk historisch belang;
- * voor elke asweide: de identiteit van de overledenen van wie de as werd uitgestrooid en ook de uitstrooiingsdatum.
- * voor elk geconcedeed graf :
 - de aanvangsdatum van de concessie, de duur en het einde van de concessie en haar eventuele verlengingen, duur en einde;
 - het aantal open plaatsen voor de begraafing van een doodskist of urn;
 - de lijst van de begunstigden van de concessie en haar wijzigingen;
 - de datum van het bijeenbrengen in éénzelfde doodskist van de stoffelijke overschotten en de as alsook het afschrift van de toestemming van de burgemeester in verband met deze verrichting;
 - de datum van de akte die het einde van de concessie aankondigt;
 - de overnametermijn van de graftekens;
- * voor elk niet-geconcedeed graf dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een beslissing tot wegneming :
 - de datum van de beslissing tot wegneming van het graf;
 - de datum van de aanplakking van de beslissing tot wegneming;
 - de overnametermijn van de graftekens;
- * voor elk graf dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een vaststelling tot verwaarlozing :
 - de datum van de akte die de verwaarlozing vaststelt;
 - de datum van de aanplakking van de akte die de verwaarlozing vaststelt;
 - het einde van de aanplakking.

HOOFDSTUK II. — Oprichting en uitbreiding van een crematorium en oprichting, uitbreiding of herbesteding van een traditionele begraafplaats of een asbegraving

Art. 4. De vestigingsplaats van het crematorium is gelegen op een plaats die de waardigheid van de families en de overledenen waarborgt.

Art. 5. Elke oprichting of uitbreiding van een crematorium gaat gepaard met een financieel meerjarenplan over drie jaar dat de kost van de roerende en onroerende investeringen vastlegt alsook de exploitatiekosten en de financieringsmechanismen.

Art. 6. Het crematorium omvat een openbaar gedeelte dat bestemd is voor de nabestaanden en de kennissen, apart van het technisch gedeelte.

Het openbaar gedeelte van het crematorium laat de volgende activiteiten toe : de ontvangst en het wachten van de nabestaanden, de organisatie van een plechtigheid in overeenstemming met de overtuiging van de overledene en de overhandiging van de asurn in waardige en decore omstandigheden. Dit gedeelte kan ook over een zaal beschikken waarin het brengen van de doodskist in de verbrandingsoven visueel wordt voorgesteld.

Art. 7. § 1. De beslissing van de provinciegouverneur bedoeld in artikel L1232-3, derde lid, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie wordt gegrond op het advies van de gemachtigd ambtenaar van het Operationeel Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie, het eensluidend advies van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, het advies van het Departement Erfgoed van het Operationeel Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie en het advies van de Directie Milieugezondheid van het Operationeel Directoraat-generaal Plaatselijke Besturen, Sociale Actie en Gezondheid.

§ 2. De openbare beheerder richt zijn project tot oprichting en uitbreiding van een crematorium, samen met het financieel plan bedoeld in artikel 5 en/of tot oprichting, uitbreiding of herbesteding van een traditionele begraafplaats of een asbegraving, in vijf exemplaren, bij aangetekende brief met ontvangstbewijs, aan de gouverneur.

De bevoegde gouverneur is de gouverneur van de vestigingsplaats van het crematorium of van oprichting, uitbreiding of herbesteding van de begraafplaats.

De aanvraag van de openbare beheerder gaat vergezeld van het dossier bedoeld in artikel L1232-3, eerste en/of tweede lid, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie.

§ 3. De gouverneur spreekt zich uit binnen negentig dagen. De termijn begint te lopen vanaf de dag van het ontvangstbewijs. De vervalddag wordt meegerekend in de termijn. Als die dag echter een zaterdag, zondag of feestdag is, valt de vervalddag op de eerst volgende werkdag.

Uiterlijk veertien dagen na ontvangst van het dossier maakt de gouverneur per aangetekend schrijven de gezamenlijke stukken, voor advies, over aan de organen bedoeld in § 1. Deze organen beschikken over een termijn van vijftien dagen te rekenen van de verzending om hun advies per aangetekend schrijven aan de gouverneur over te maken. Als die termijn verstreken is, wordt het advies geacht gunstig te zijn.

Art. 8. § 1. Het advies van de gemachtigd ambtenaar van het Operationeel Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie heeft betrekking op de compatibiliteit van het project van de openbare beheerder met de ruimtelijke ordening.

§ 2. Het advies van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu heeft betrekking op het globaal milieuaspect van het project van de openbare beheerder en controleert o.a. de compatibiliteit met de voorkomingsgebieden van grondwaterwinning.

Bovendien moet het advies, als het betrekking heeft op de oprichting of uitbreiding van een begraafplaats :

- nagaan of het nuttig is om een afvoersysteem van het afvloeiend hemelwater te installeren en de conformiteit van het voorgestelde systeem controleren;
- het aantal en de plaats bepalen van de steekproeven die worden uitgevoerd om de toestand van de waterlaag te controleren;
- controleren of de begraafplaats zich op een potentieel verontreinigd terrein bevindt overeenkomstig het decreet betreffende het bodembeheer.

§ 3. Het advies van het Departement Erfgoed van het Operationele Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie heeft, in geval van de oprichting of uitbreiding van een begraafplaats, betrekking op :

- de kwaliteit inzake erfgoed en de landschappelijke integratie van het project;
- de interne aanleg, met inbegrip van de randafsluiting van de begraafplaats, de structuren i.v.m. de herdenking en het columbarium t.o.v. de verplichtingen opgenomen in de artikelen L1232-2 tot L1232-29 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie;
- de verkeerswegen binnen de begraafplaats;
- de structuren voor de dienstverlening aan de bevolking.

Als het betrekking heeft op de herbesteding van een voormalige begraafplaats controleert het, behalve de punten opgenomen in het vorig lid, de bescherming, de bewaring en de valorisatie van het bestaande grafpatrimonium.

§ 4. Het advies van de Directie Milieugezondheid van het Operationeel Directoraat-generaal Plaatselijke Besturen, Sociale Actie en Gezondheid vermeldt, in geval van herbesteding van een voormalige begraafplaats, de termijn waarbinnen delvings- en funderingswerken niet zijn toegelaten.

§ 5. Vóór zijn beslissing te nemen, kan de provinciegouverneur bijkomende uitleg of informatie vragen aan de organen die een advies hebben uitgebracht en kan hij met de openbare beheerder vergaderen als hij dat nuttig acht.

Art. 9. Elke nieuwe begraafplaats of elke uitbreiding van een bestaande begraafplaats mag niet boven een ondergrondse waterlaag gelegen zijn die tot minder dan drie meter van de bodemoppervlakte stijgt bij hoogwater.

Art. 10. De nieuwe grafkelders in het (de) geconcedeerde perce(e)l(en) van de begraafplaats zijn zo geconstrueerd dat lucht tot de grafruimte kan toetreden en hieruit ook kan worden afgevoerd.

De lucht wordt zo afgevoerd uit de grafruimte dat er in de omgeving geen hinder ontstaat.

Art. 11. Een afvoersysteem van het afvloeiend hemelwater wordt in elke nieuwe begraafplaats of uitbreiding van begraafplaats geïnstalleerd om elke stagnatie van water te voorkomen binnen de omheining voorzien voor de begraving van de doodskist of urn.

Art. 12. De diepte voor de begraving van een doodskist of urn in volle grond of in een grafkelder wordt berekend vanaf de bodem van de doodskist of de voet van de urn.

Art. 13. De openbare beheerder plaatst aan de ingang van het perceel voorbehouden aan de asuutstrooiing een grafzuil waarop, op verzoek van de persoon die bevoegd is om in de lijkbezorging te voorzien en op haar kosten, de naam en voornaam van de overledene worden vermeld alsook de datum van het overlijden; tenzij de overledene anders heeft beschikt of zijn nabestaanden zich ertegen verzetten.

De openbare beheerder plaatst op elk doodskisthuisje een grafzuil waarop de namen van de overledenen worden vermeld.

Overeenkomstig artikel L1232-27 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie bepaalt de openbare beheerder de afmetingen en de aard van de gebruikte materialen.

Art. 14. Het columbarium bestaat uitsluitend uit gesloten cellen waarvan de inhoud verborgen is.

HOOFDSTUK III. — *Kisting en vervoer van lijken*

Afdeling 1. — Balseming voorafgaandelijk aan de kisting

Art. 15. Tenzij de gerechtelijke overheden zich ertegen verzetten kan de burgemeester de balseming voorafgaandelijk aan de kisting toelaten in uitzonderlijk omstandigheden en met name in het geval van rampsituaties of internationaal vervoer van lijken en na het eensluitend advies van de Directie Milieugezondheid van het Operationeel Directoraat-generaal Plaatselijke Besturen, Sociale Actie en Gezondheid.

De vloeistof voor de balseming is zodanig samengesteld dat ze een minimale dosis aan giftige stoffen bevat die noodzakelijk zijn voor de bewaring van het lijk.

Afdeling 2. — Vervoer van lijken

Art. 16. Als de overledene geen keuze heeft gemaakt, is de persoon die bevoegd is om in de lijkbezorging te voorzien vrij om de begrafenisondernemer te kiezen. Deze ondernemer zal zorgen voor het vervoer van het niet-gecremeerde lijk van de overledene vanaf de plaats van de opname.

Afdeling 3. — Voorwaarden waaraan een doodskist moet voldoen voor de begraving

Art. 17. Doodskisten moeten uit massief hout of andere materialen, die de natuurlijke en normale ontbinding van het lijk niet beletten, worden vervaardigd. Het gebruik van kartonnen doodskisten is verboden.

Lijmen, vernissen, opvullingsmaterialen en andere afdeklagen mogen de normale en natuurlijke ontbinding van het lijk niet beletten.

Kunststoffen of metalen die worden gebruikt voor handvatten, sierstukken en verbindingselementen als spijkers, schroeven, nieten, klemmen en metalen voeglatten zijn toegestaan.

De binnenafwerking van de doodskisten zoals sierlakens, matrassen, dekens, kussens, mag enkel bestaan uit natuurlijke, afbreekbare stoffen. Het binnenste deel van de kussens en matrassen bestaat enkel uit natuurlijke, afbreekbare stoffen.

De voorwaarden waaraan de doodskist moet voldoen en die vervat zijn in dit artikel zijn niet toepasselijk op doodskisten bestemd voor het internationaal lijkenvervoer. De doodskist die wordt begraven zal aan de eisen bepaald in de vorige leden moeten voldoen.

Art. 18. Lijkzakken mogen enkel bestaan uit natuurlijke, afbreekbare stoffen en materialen.

HOOFDSTUK IV. — *Uitbating van een crematorium.**Afdeling 1. — Administratieve formaliteiten*

Art. 19. De openbare beheerder is de enige bevoegd voor het bepalen en organiseren van :

- de reserveringsmodaliteiten en het opstellen van een planning inzake crematie;
- de ontvangst en het begeleiden van de families;
- de vaststelling van de tarieven, met inbegrip van de eventuele boeten in geval van niet-naleving van de vastgelegde dienstrooster;
- het opmaken van de factuur;
- de bekendmaking binnen het openbaar gedeelte van het crematorium;
- het overhandigen van de as.

Art. 20. De reservering wordt effectief door de mededeling van de naam, voornamen, rijksregisternummer en plaats van overlijden van de overledene.

De reserveringen gebeuren in de volgorde van de aanvragen.

De gevraagde prijs is een forfaitaire prijs.

Art. 21. Elk crematorium houdt een register bij waarop voor elke crematie de volgende gegevens worden vermeld : naam, voornaam, geslacht, woonplaats van de overledene, geboorteplaats en -datum, plaats en datum van de toekenning van het verlof tot crematie, reserveringsdatum, datum en uur van de aankomst van het stoffelijk overschot in het crematorium, volgnummer van de crematie, nummer van de oven, begin- en eindtijd van de crematie, datum en tijdstip waarop de asurn het crematorium heeft verlaten en bestemming van de as.

Het crematorium registreert alleen de naam van de gemeente waarvan het stoffelijk overschot gevonden in de omheining van een begraafplaats afkomstig is.

Art. 22. Het crematorium vermeldt de datum van de crematie op het verlof tot crematie waarvan sprake in artikel L1232-22 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie.

Afdeling 2. — Personeel van het crematorium

Art. 23. Het personeel beschikt over de nodige beroepsbekwaamheden zodat de crematie kan plaatsvinden met inachtneming van de overledene, zijn familie en zijn kennissen.

Het personeel dat in contact staat met het publiek mag geen enkele handelsaanduiding of geen enkel onderscheidingsteken dragen i.v.m. zijn overtuigingen.

Afdeling 3. — Crematie

Art. 24. De crematie moet verlopen met respect voor de overledene en zijn nabestaanden. Tijdens de crematie mag er maar één stoffelijk overschot aanwezig zijn in elke crematiekamer. Elke vermenging van de as is verboden.

Art. 25. De bediende van de begrafenisonderneming en twee nabestaanden van de overledene mogen deelnemen aan het brengen van de doodskest in de crematiekamer.

Art. 26. Een onbrandbaar voorwerp met het volgnummer van de crematie en de naam van de gemeente waar het crematorium zich bevindt, wordt gelijktijdig met de doodskest in de oven gebracht.

HOOFDSTUK V. — *Vastlegging van de lijkbezorging, van de bestemming van de as na de crematie, van het al dan niet-confessionele ceremonieel voor de bijzetting alsmede van het bestaan van een uitvaartcontract die in de laatste wilsbeschikking kunnen voorkomen*

Art. 27. De declarant vermeldt zijn naam, voornamen, geboorteplaats en -datum en zijn adres in het schrijven bedoeld in artikel L1232-17, § 2, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie. Dit schrijven wordt gedateerd, ondertekend en overhandigd tegen ontvangstbewijs aan de ambtenaar van de burgerlijke stand.

Hij overhandigt de laatste wilsbeschikking zelf of kan in een eigenhandig gedateerd en ondertekend schrijven een derde machtigen om de wilsbeschikking te overhandigen.

De declarant kan zijn verklaring op elk ogenblik intrekken of wijzigen.

Indien de declarant verhuist naar een andere gemeente stuurt de burgerlijke stand van de gemeente die beschikt over de laatste wilsbeschikking van de declarant deze laatste wilsbeschikking op naar de gemeente van de nieuwe woonplaats van de declarant.

Art. 28. § 1. De declarant moet duidelijk en ondubbelzinnig één van de volgende mogelijkheden opnemen in de laatste wilsbeschikking :

- 1° begraafing van het stoffelijk overschot;
- 2° crematie, gevolgd door begraafing van de as binnen de omheining van de begraafplaats;
- 3° crematie, gevolgd door uitstrooiing van de as op het daartoe bestemd perceel van de begraafplaats;
- 4° crematie, gevolgd door bijzetting van de as in het columbarium van de begraafplaats;
- 5° crematie, gevolgd door uitstrooiing van de as in de Belgische territoriale zee;
- 6° crematie, gevolgd door uitstrooiing van de as op een andere plaats dan de begraafplaats of in de territoriale zee;
- 7° crematie, gevolgd door begraafing van de as op een andere plaats dan de begraafplaats;
- 8° crematie, gevolgd door bewaring van de as op een andere plaats dan de begraafplaats;

§ 2. Hij vermeldt het uitvaartcontract dat hij heeft aangegaan en ook het contractnummer, de datum van zijn ondertekening en de identiteit van de maatschappij waarmee hij dit contract heeft afgesloten.

Art. 29. Als de declarant voor één van de mogelijkheden bedoeld in artikel 28, § 1, 2°, 3° of 4° van dit besluit kiest, moet hij bepalen of de begraafing, uitstrooiing van de as of bijzetting van de as in het columbarium in de traditionele begraafplaats of asbegraving plaatsvindt.

HOOFDSTUK VI. — Verpakking en overhandiging van de as

Art. 30. De asurnen vermelden de naam en voornaam van de overledene, de datum van zijn overlijden, de naam van de gemeente waar het crematorium gelegen is en het volgnummer van de crematie.

Het crematorium verstrekt gratis asurnen. Op verzoek van de nabestaanden kan de as echter rechtstreeks geborgen worden in een door hen ter beschikking gestelde urn.

Het bijzetten van de as in de urn en het overhandigen van de as aan de persoon die bevoegd is om in de lijkbezorging te voorzien of aan de begrafenisondernemer gebeurt onmiddellijk na de crematie. De burgemeester van de gemeente waar het crematorium gelegen is, kan in geval van overmacht, via een politiebepaling, de overgifte van de as uitstellen.

Art. 31. De as die op een gemeentelijke of intergemeentelijke begraafplaats, een traditionele of asbegravingplaats of op een andere plaats dan de begraafplaats begraven moet worden, alsook de as die in een columbariumcel bijgezet moet worden of bewaard moet worden op een andere plaats dan de begraafplaats wordt met het vuurvaste voorwerp bedoeld in artikel 26 geborgen in een verzegelde urn waarop de gegevens bedoeld in artikel 30 vermeld staan.

Art. 32. De as die uitgestrooid moet worden op een begraafplaats aanpalend aan het crematorium wordt onmiddellijk in een strooiurne bijgezet die noch het vuurvaste voorwerp bedoeld in artikel 26 moet bevatten, noch de gegevens van artikel 30 moet vermelden.

Als de uitstrooiing op de begraafplaats om uitzonderlijke redenen moet worden uitgesteld, wordt de as samen met het vuurvaste voorwerp in het crematorium bewaard in een gesloten bus. Deze bus vermeldt de gegevens bedoeld in artikel 30. Enkel een personeelslid van het crematorium mag de bus openen en de as in de strooiurne bijzetten.

Art. 33. § 1. De as die uitgestrooid moet worden op een andere plaats dan de begraafplaats of dan op de aan het grondgebied van België grenzende territoriale zee, of die uitgestrooid moet worden op het perceel van een begraafplaats niet aanpalend aan het crematorium wordt met het vuurvaste voorwerp bedoeld in artikel 26 geborgen in een verzegelde urn waarop de gegevens bedoeld in artikel 30 vermeld staan.

§ 2. De uitstrooiing op het perceel van de begraafplaats gebeurt met een daartoe ontworpen toestel, in aanwezigheid van een aangestelde.

§ 3. Enkel de bevoegde gemeentelijke ambtenaar of de persoon die bevoegd is om in de lijkbezorging te voorzien, heeft de toelating om de zegel te verbreken vóór de uitstrooiing.

Art. 34. De as die niet onmiddellijk wordt afgehaald na de crematie, buiten de hypothese van artikel 30, derde lid, van dit besluit, wordt in het crematorium met het vuurvaste voorwerp bedoeld in artikel 26 bewaard in een verzegelde urn waarop de gegevens bedoeld in artikel 30 vermeld staan.

Indien binnen drie dagen na de crematie, de as door de persoon die bevoegd is om in de lijkbezorging te voorzien of door de begrafenisondernemer die zij heeft aangewezen niet is afgehaald, stuurt het crematorium haar een aangetekend schrijven waarin staat dat de urn met de as kan worden afgehaald op het aangegeven tijdstip.

Als drie maanden na het sturen van het aangetekend schrijven de asurn niet is afgehaald, wordt de as op de begraafplaats aanpalend aan het crematorium door een personeelslid uitgestrooid.

HOOFDSTUK VII. — Voorwaarden waaraan de bewaring, de begraafing of de uitstrooiing van de as bedoeld in artikel L1232-26, § 2 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie moet voldoen

Art. 35. Onder het schrijven vermeld in artikel L1232-26, § 2, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie wordt verstaan hetzij de laatste wilsbeschikking bedoeld in artikel L1232-17, § 2, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie, hetzij een testament, hetzij een akte, die voldoet aan de voorwaarden inzake bekwaamheid en gesteld is in de vorm van de akten van uiterste wil.

De voorafgaande toestemming van de eigenaar van het terrein bedoeld in artikel L1232-26, § 2, tweede lid, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie, wordt in twee exemplaren opgemaakt. Eén exemplaar wordt bijgehouden door de eigenaar van het terrein, het andere door de persoon die de asurn krijgt voor de begraafing of uitstrooiing.

Art. 36. Indien, na de begraafing van de urn die de as van de overledene bevat, of na de bijzetting in een columbarium op de begraafplaats, een verklaring wordt gevonden die voldoet aan de voorschriften van artikel 36, eerste lid, van dit besluit, waarin de overledene de wil uitdrukt dat zijn as een andere bestemming zou krijgen, dan moet die wil nageleefd worden en is, in voorkomend geval, de voorafgaande toestemming van de eigenaar van het terrein bedoeld in artikel L1232-26, § 2, tweede lid, vereist.

Voor het opgraven van de asurn of het wegnemen ervan uit het columbarium op de begraafplaats met het oog op het geven van een andere bestemming, is een toestemming vereist van de burgemeester van de gemeente waar de begraafplaats waarop de urn begraven is of bijgezet is in een columbarium, zich bevindt. In deze hypothese dient de burgemeester een verlot tot opgraving af te geven.

Als op het ogenblik van het overlijden, de overledene minderjarig was of onder voogdij gesteld was, moet het verlot tot opgraving door de ouders of de voogd worden aangevraagd.

Art. 37. Als de as van de overledene één van de bestemmingen bedoeld in artikel L1232-26, § 2, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie krijgt, wordt op het verlot tot crematie de naam, voornamen en adres van de persoon die de zorg voor de as heeft, alsook de exacte plaats waar de as van de overledene zal worden uitgestrooid, begraven of bewaard, aangebracht.

Deze informatiegegevens staan eveneens op het verlot tot vervoer van het stoffelijk overschot naar het crematorium en van de as naar de plaats waar ze haar bestemming moet krijgen. De persoon die bevoegd is om in de lijkbezorging te voorzien, bepaalt, in voorkomend geval, het vervoermiddel voor de asurn en zorgt ervoor dat het met de nodige welvoegelijkheid gebeurt. Het vervoer wordt gedekt door het bovenvermelde verlot tot vervoer.

De ambtenaar van de burgerlijke stand van de gemeente van bestemming van de as neemt de in het eerste lid bedoelde informatiegegevens in een daartoe bestemd register op.

Art. 38. De bewaarder van de urn die de as van de overledene bevat, moet zelf zorgen voor de uitstrooiing of begraafing van de as op een andere plaats dan de begraafplaats of laat dit uitvoeren door een begrafenisondernemer.

De uitstrooiing van de as gebeurt op een waardige en decore wijze. De urnen worden op ten minste acht decimeter diepte begraven.

Art. 39. Als er een einde wordt gemaakt aan de bewaring van de as van de overledene op een andere plaats dan op de begraafplaats, dient de bewaarder van de urn een verklaring te doen bij de ambtenaar van de burgerlijke stand van de gemeente waar de urn werd bewaard.

De ambtenaar van de burgerlijke stand neemt akte van deze verklaring in het register bedoeld in artikel 37, derde lid, van dit besluit en geeft een ontvangstbewijs ervan af.

De bewaarder brengt de urn over naar een begraafplaats om de as van de overledene uit te strooien, te begraven of te bewaren in een columbarium.

Art. 40. De uitstrooiing of begraving van de as van de overledene op een terrein dat niet in eigendom is van de overledene, mag in geen enkel geval aanleiding geven tot de betaling van eender welke vergoeding aan de eigenaar van het terrein.

HOOFDSTUK VIII. — *Graven met lokaal historisch belang*

Art. 41. Elk graf dat als een element van het plaatselijk funerair erfgoed kan worden beschouwd, wordt als graf met lokaal historisch belang erkend. Het kan hier gaan over een graf met erfgoedwaarde waarvan de bescherming gerechtvaardigd is wegens het historisch, artistiek, sociaal, technisch of landschappelijk belang.

Art. 42. Binnen vier jaar na de inwerkingtreding van dit besluit vult het gemeentecollege of het bevoegde orgaan van het autonome gemeentebedrijf of van de intercommunale dat ermee belast is een lijst van de graven met een plaatselijk historisch belang op te maken, het formulier in dat als bijlage I bij dit besluit gevoegd is, voor elk graf dat als dusdanig beschouwd wordt t.o.v. de erkenningscriteria die in bijlage II omschreven worden.

Ze wordt door hem voor advies aan het Departement Erfgoed voorgelegd dat er ontvangst van bericht. Op zijn initiatief of dat van het Departement kan overleg gepleegd worden.

Art. 43. Bij gebrek aan een lijst opgemaakt binnen de termijn voorgeschreven in artikel 42 van dit besluit kan het Departement op eigen gezag een lijst opmaken van de graven met een plaatselijk historisch belang. Het Departement maakt deze lijst per aangetekend schrijven over aan het gemeentecollege of aan het bevoegde orgaan van het autonome gemeentebedrijf of van de intercommunale. Laatstgenoemden brengen hun overige instanties onverwijld op de hoogte.

Art. 44. Voor de graven opgericht vóór 1945 waaraan een einde wordt gemaakt en waarvoor de graftekens na afloop van de aanplaktermijn niet werden teruggenomen, moet de openbare beheerder die deze tekens wenst weg te nemen of te verplaatsen de toestemming krijgen van het Departement Erfgoed van het Operationele Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie.

De openbare beheerder vraagt deze toestemming aan door een behoorlijk ingevuld formulier gevoegd als bijlage I bij dit besluit aan het Departement Erfgoed te richten drie maanden vóór het verstrijken van de termijn.

Art. 45. Het departement wordt ermee belast de goede bewaring en het goede onderhoud van de graven met een plaatselijk historisch belang te controleren. Elke tekortkoming zal het voorwerp uitmaken van een verslag van het Departement aan zijn toezichhoudende overheid.

HOOFDSTUK IX. — *Opheffings- en slotbepalingen*

Art 46. Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 19 januari 1973 betreffende de lijkverbranding, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 juli 1990 tot regeling van de uitstrooiing van de as van de verbrande lijken in de territoriale zee, bij het koninklijk besluit van 31 augustus 1999 tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 januari 1973 betreffende de lijkverbranding en van het koninklijk besluit van 25 juli 1990 tot regeling van de uitstrooiing van de as van de verbrande lijken in de territoriale zee, bij het koninklijk besluit van 5 september 2001 houdende uitvoering van artikel 2, vierde lid, van de wet van 20 juli 1971 op de begraafplaatsen en de lijkbezorging, bij het koninklijk besluit van 26 november 2001 houdende uitvoering van artikel 12, tweede en vierde lid, van de wet van 20 juli 1971 op de begraafplaatsen en de lijkbezorging en bij het koninklijk besluit van 30 december 2001 tot uitvoering van artikel 24, zesde lid, van de wet van 20 juli 1971 op de begraafplaatsen en de lijkbezorging, en tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 januari 1973 betreffende de lijkverbranding, met uitzondering van artikel 8, zevende lid;

2° het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 tot regeling van de inschrijving door de gemeenten van de laatste wilsbeschikking inzake de wijze van teraardebestelling, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 28 januari 2000 tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 tot inschrijving door de gemeenten van de laatste wilsbeschikking inzake de wijze van teraardebestelling en bij het koninklijk besluit van 24 augustus 2001 tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 tot inschrijving door de gemeenten van de laatste wilsbeschikking inzake de wijze van teraardebestelling;

3° het koninklijk besluit van 5 september 2001 houdende uitvoering van artikel 2, vierde lid, van de wet van 20 juli 1971 op de begraafplaatsen en de lijkbezorging;

4° het koninklijk besluit van 26 november 2001 houdende uitvoering van artikel 12, tweede en vierde lid, van de wet van 20 juli 1971 op de begraafplaatsen en de lijkbezorging;

5° het koninklijk besluit van 30 december 2001 tot uitvoering van artikel 24, zesde lid, van de wet van 20 juli 1971 op de begraafplaatsen en de lijkbezorging, en tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 januari 1973 betreffende de lijkverbranding.

Art. 47. Het decreet van 6 maart 2009 tot wijziging van hoofdstuk II van titel III van boek II van deel I van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie (Begraafplaatsen en lijkbezorging) en dit besluit treden in werking op de eerste dag van de derde maand na bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 48. De Minister van de Plaatselijke Besturen, de Minister van Leefmilieu en de Minister van Patrimonium zijn ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 29 oktober 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,
P. FURLAN

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
B. LUTGEN

Bijlage I

Inlichtingenformulier

Datum :	
Openbare beheerder :	
Adres :	
Contactpersonen (naam + tel./e-mail) :	
.....	
.....	
De overnametermijn van de graftekens vervalt op	
3. Omschrijving van het monument :	
a. Type : Grafsteen <input type="checkbox"/> Kruis <input type="checkbox"/> Grafzuil <input type="checkbox"/> Kapel <input type="checkbox"/> Praalgraf <input type="checkbox"/> Gemeentelijke calvarieberg <input type="checkbox"/> Mortuarium <input type="checkbox"/> andere :	
b. Graf vóór 1945 <input type="checkbox"/> OF Lijst <input type="checkbox"/>	
c. Ligging op de begraafplaats/het perceel :	
.....	
d. materialen :	Arduin (blauwsteen) <input type="checkbox"/> Marmer <input type="checkbox"/> Cement/beton <input type="checkbox"/> Gietijzer <input type="checkbox"/> Kunststof <input type="checkbox"/> Hout <input type="checkbox"/> andere :
Familienaam :	
4. Graftschrift en zinspreuk :	
.....	
.....	
5. Handtekening(en) (architect/ondernemer/steenhouwer) :	
.....	
.....	
6. historisch <input type="checkbox"/> artistiek <input type="checkbox"/> sociaal <input type="checkbox"/> technisch <input type="checkbox"/> landschappelijk <input type="checkbox"/> belang andere :	

Opmerkingen :

- Dit formulier verzamelt de "ideale" informatie maar het wordt in functie van de monumenten verschillend ingevuld. Het is vooral een structurerend "instrument" voor de benadering van de graven en het moet vergezeld gaan van 2 of 3 foto's (foto ten voeten uit en details).

- Een plan van de site met de ligging van het (de) monument(en) moet worden gevoegd bij de formulieren.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 2009 tot uitvoering van het decreet van 6 maart 2009 tot wijziging van hoofdstuk II van titel III van boek II van deel I van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie.

Namen, 29 oktober 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,
P. FURLAN

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
B. LUTGEN

Bijlage II

Selectiecriteria voor de graven met lokaal historisch belang

Worden beschouwd als graven met lokaal belang in de zin van artikel L1232-29 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, de graven die aan één van de volgende criteria voldoen :

- historisch belang : betreffende de monumenten van elk individu of familie die een rol heeft gespeeld in de ontwikkeling van de culturele, artistieke of economische identiteit van de gemeente of van het land;
- artistiek belang : betreffende monumenten van alle types die een architecturale kwaliteit vertonen (kapel, praalgraf, beeldhouwkunst, getekende monumenten,...);
- landschappelijk belang : betreffende de monumenten die de visuele identiteit van de begraafplaats vormen (kruispunten, hoofd- en randpaden) of die een technische functie vervullen in de aanleg van het terrein waarop de begraafplaats gelegen is (helling, terras,...);
- technisch belang : betreffende de monumenten waarvan de uitvoering het gebruik van ongewone materialen heeft vereist of bijzondere technieken in het gebruik van traditionele materialen heeft vereist;
- sociaal belang : betreffende graven van belangrijke figuren die activiteiten, beroepen of functies hebben uitgeoefend tot vestiging van de gemeenschap van de gemeente (plaatselijke gekozenen, onderwijzers, vroedvrouwen, priesters, weldoeners, mijnwerkers, soldaten, oorlogsslachtoffers, godsdienstige of culturele gemeenschappen, vertegenwoordigers van de folklore,...).

Typologische begripsomschrijvingen :

Praalgraf : soortaam die van toepassing is op het geheel van de monumenten die door hun omvang en schaal uitzonderlijk zijn binnen een necropool.

Rouwkapel : de rouwkapel is, in de begraafplaatsen, een gebouw met een altaar, onroerend meubilair eigen aan deze of gene eredienst. Het is vanzelfsprekend dat een groepje meer bescheiden monumenten bij wijze van gelijkstelling aan deze benaming zal beantwoorden (dit is bijvoorbeeld het geval voor serres of maquettes).

Gemeentelijk calvarieberg : kruisbeeld die in de as van de begraafplaats ligt. Het wordt op een min of meer indrukwekkende manier voorgesteld gaande van een kruis dat uitsteekt over de grafruimte tot een meer ingewikkeld gebouw dat het kruis beschermt.

Mortuarium : gemeentelijk gebouw waarin lijkschouwingen werden uitgevoerd na opgravingen.

Grafzuil : rechtopstaand steenblok, vaak opgenomen in een uitgewerkte omlijsting, waarin een grafschrift is uitgehouwen. In de meeste concessies worden de grafzuilen in verband gebracht met grafstenen. Ze kunnen worden onderverdeeld in drie modellen of formele categorieën :

- "horizontaal" : in de breedte en als retabel uitgewerkt;

- "verticaal" : in de hoogte;

- "volumetrisch" : sokkel of voetstuk waarop een kruis, een urn of een ander element zoals een miniatuur cella, een dodenlantaarn, een nis voor een standbeeld,... worden geplaatst.

Grafsteen : horizontaal grafschrift op een bepaalde hoogte van de bodem. De steen wordt, wat hem betreft, in de bodem geplaatst (in de kerken).

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 2009 tot uitvoering van het decreet van 6 maart 2009 tot wijziging van hoofdstuk II van titel III van boek II van deel I van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie.

Namen, 29 oktober 2009.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,

P. FURLAN

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

B. LUTGEN